

ENJEUX SOCIO-ÉCONOMIQUES ET POLITIQUES EN INDO-PACIFIQUE - PERSPECTIVES TRANSVERSALES ET INTERSECTIONNELLES

Par Margaux Maurel (HEC Montréal) et Dominique Caouette (Université de Montréal)

Loin d'être une abstraction géopolitique, l'Indo-Pacifique se vit au quotidien à travers des pratiques et des expériences incarnées par les communautés qui habitent cette région. Cet espace est façonné par des matérialités complexes, notamment les dynamiques migratoires, les réalités économiques, de travail et les pratiques de gouvernance. Les enjeux intersectionnels, d'iniquité sociale et les processus transnationaux traversent l'ensemble indo-pacifique. Il devient dès lors indispensable d'explorer les perspectives des communautés afin de comprendre les répercussions socio-économiques et politiques qui se manifestent concrètement à l'échelle locale.

Des systèmes extractivistes genrés

Adoptant une perspective féministe décoloniale critique, la professeure Rachel Silvey souligne les dimensions genrées et intersectionnelles des systèmes migratoires et des régimes de travail. Les migrations de travail (*gendered work*) en Indonésie sont profondément genrées, avec une forte concentration de femmes dans les emplois précaires et peu réglementés, tels que le travail domestique ou les plantations. Ces secteurs reposent sur l'exploitation des corps féminins, une marchandisation du travail des migrant.e.s et une division sexuelle du travail qui assigne aux femmes des rôles liés aux soins (*care work*), souvent sous-payés et dépourvus de protection sociale. Les systèmes extractivistes en place dans la région exploitent ainsi les corps des travailleuses tout en invisibilisant leurs contributions au marché du travail, en mettant en place des politiques d'exportation de main-d'œuvre. Rachel Silvey remet en question les cadres légaux et normatifs qui encadrent la migration et souligne le rôle des États et des entreprises dans la marchandisation du travail des migrantes et la reproduction des inégalités structurelles. Les expériences de ces femmes ne sont cependant pas monolithiques, mais varient en fonction de leur statut socio-économique, de leur origine ethnique et de leur classe sociale, d'où l'importance d'adopter une perspective intersectionnelle pour mieux appréhender les migrations transnationales.

Rôles des États dans le recul des droits de la personne

Nombre d'États de l'Indo-Pacifique jouent également un rôle substantiel dans le recul des droits de la personne, la censure et la surveillance accrue, notamment en ligne. Marie Lamensch définit « l'autoritarisme numérique » comme le recours à l'utilisation massive de nouvelles technologies pour fragiliser la confiance dans les institutions publiques, porter atteinte aux libertés et accroître la surveillance. Les États autoritaires exercent désormais une répression transnationale, s'étendant au-delà de leurs frontières pour réprimer, menacer et surveiller les membres dissidents ou supposés de leurs diasporas, y compris leur famille, et aussi les journalistes. Le manque de traçabilité permet à ces États de contrôler l'opposition en toute

impunité et d'instaurer un climat de peur, du fait de l'absence quasi totale de responsabilisation. Ces États participent également au contrôle et à la manipulation des données et d'Internet, à la diffusion de la désinformation et à l'amplification de la haine en ligne, en particulier lors de conflits religieux. Nous pouvons penser ici au Myanmar en 2017 avec des appels à la haine et au génocide, au Sri Lanka en 2018 avec les massacres des minorités musulmanes ou encore à la situation des Ouïghours en Chine.

Ces politiques de surveillance, de contrôle et de répression ont non seulement un caractère transnational, mais aussi intersectionnel. Marie Lamensh évoque le mouvement MeToo en Chine, qui a pris de l'ampleur à partir de 2018, mais aussi la puissance du ressac (« backlash ») par les groupes antiféministes et masculinistes. La professeure Dolores Chew souligne la passivité, voire l'absence de l'État indien sur certains aspects. En effet, la Constitution indienne garantit l'égalité des droits, mais elle n'est pas appliquée au niveau local. L'État indien patriarcal et ethno-nationaliste traite de manière asymétrique les violences sexuelles à l'encontre des femmes en fonction de leur caste et leur religion. Les femmes dalits subissent une oppression à l'intersection des dimensions de genre, de classe sociale et de caste. Autant Marie Lamensh que Dolores Chew soulignent la grande vulnérabilité des groupes minoritaires marginalisés, y compris les membres des peuples autochtones.

L'agentivité des communautés

L'agentivité (*agency*) au niveau local est peu documentée, l'accent est plutôt mis sur la victimisation alors même que les communautés ne sont pas passives. Dolores Chew évoque les grandes manifestations paysannes en Inde en 2020-2021 contre trois lois agricoles adoptées par le Parlement indien en 2020. Contestant l'ordre néolibéral malgré la répression policière, les syndicats paysans ont dénoncé la suppression des prix réglementés par les intermédiaires, ce qui laisse les paysans vulnérables face aux grandes entreprises qui peuvent imposer des prix à la baisse. Après douze mois de manifestations, la Cour suprême a suspendu les réformes. Le mouvement paysan a persisté et a continué de réclamer le retrait des lois concernées. Finalement, le gouvernement Modi a cédé en novembre 2021 (2). Plus récemment, un nouveau mouvement paysan a émergé en février 2024, cette-ci fois pour dénoncer l'inflation et l'augmentation de la pauvreté en milieu rural.

L'État dispose d'outils qui lui permettent de définir unilatéralement ce qui est reconnu, ce qui est important et légitime, et selon quelles conditions (3). Le géographe Joseph Palis souligne que l'utilisation de la cartographie peut être un instrument important de contrôle et de pouvoir (4). Au même moment, à travers le *counter-mapping*, les communautés locales peuvent produire leur propre rapport au territoire, affirmant que leur savoir quotidien dépasse celui des cartes officielles. La localisation produit un ancrage identitaire où les lieux physiques façonnent leurs récits. Les cartes sont ancrées dans leur vie quotidienne. Les géo-narrations permettent d'interpréter les histoires orales et les biographies, réécrivant et imaginant des espaces et des significations autrement invisibles. Plus que de simples représentations géographiques, les cartes deviennent des instantanés des expériences vécues, capturant des négociations constantes entre lieux, corps et émotions. Dans cette démarche, elles offrent des « géographies de l'espoir », donnant voix aux récits marginalisés, reconnaissant la complexité relationnelle des territoires habités.

Synthèse:

Les réalités de l'Asie du Sud-Est et de l'Indo-Pacifique se vivent à trois échelles distinctes, mais interconnectées et qui s'influencent mutuellement. Au niveau local, les communautés font preuve d'agentivité pour remettre en cause l'ordre établi et créer leurs propres narratifs. Au niveau national, l'État contrôle, surveille et orchestre de plus en plus la répression de l'opposition et l'agentivité des mouvements progressistes dans un contexte de recul démocratique. Au niveau transnational, l'État dépasse les frontières en mettant en place des politiques d'exportation de main-d'œuvre, tandis que la surveillance et la répression en ligne s'étendent au-delà de l'espace national. Les compagnies multinationales de même que les migrant.e.s traversent eux et elles aussi les frontières, avec des impacts socio-économiques et politiques complexes qu'il convient de comprendre avec une perspective intersectionnelle.

Références

Dolores Chew, Professeure au Marianopolis College, Professeur associée et affiliée à l'Institut Simone de Beauvoir, Université de Concordia
Marie Lamensh, Chargée des affaires mondiales, cofondatrice du Montreal Institute for Global Security
Joseph Palis, Professeur de géographie, Université des Philippines Diliman
Rachel Silvey, Professeur de géographie et d'urbanisme, Université de Toronto

Bibliographie

1. « Inde : en renonçant à sa réforme agricole, Narendra Modi cède pour la première fois lors d'un conflit social », Le Monde.fr, 19 novembre 2021
2. Scott, J. C. (2020). Seeing like a state: How certain schemes to improve the human condition have failed. Yale University Press.
3. Harley, J. B. (2008). Maps, knowledge, and power. In *Geographic Thought* (pp. 129-148). Routledge.
4. Ibid.